



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MEDOC ENERGIES**

BP 34  
Route de Pauillac  
33990 Hourtin

Références : 25-524  
Code AIOT : 0005212325

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement MEDOC ENERGIES implanté BP 34 Route de Pauillac 33990 Hourtin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEDOC ENERGIES
- BP 34 Route de Pauillac 33990 Hourtin
- Code AIOT : 0005212325
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de méthanisation MEDOC ENERGIES est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5/01/2015. Elle fonctionne essentiellement à base de CIVE (culture céréalière à vocation énergétique), de sous produits animaux de catégorie 2 et 3, de lisier, d'huiles alimentaires et de biodéchets. Cette installation est située dans une zone rurale, à proximité de deux autres méthaniseurs appartenant à la société MEDOC BIOGAZ.

En plus de l'activité de méthanisation, cette dernière exerce les activités suivantes :

- compostage de matières végétales,
- cracking d'huile,
- co-génération pour transformer un produit du biogaz produit en électricité.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 1.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
4	Liste des déchets autorisés	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Composition du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Condition de stockage des CIVE et limitation des nuisances	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24	/	Demande d'action corrective	4 mois
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		du 05/01/2015, article 4.3.11	de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
10	Curage du bassin d'orage	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 4.3.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PFAS	AP de Mise en Demeure du 24/08/2024, article 1	/	Sans objet
2	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1	/	Sans objet
5	Comptage du biogaz	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le porter à connaissance déposé en février dernier montre la nécessité de déposer une nouvelle autorisation environnementale incluant une nouvelle évaluation environnementale au vu de l'augmentation des quantités d'intrants dépassant en elle-même le seuil de la rubrique IED 3532 (Valorisation de déchets non dangereux pour une quantité supérieure à 100 t/j). Ce dossier sera également l'occasion de remettre à jour la gestion des effluents aqueux de l'établissement et le stockage des CIVE sur site.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures PFAS dans les digestats
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MEDOC ENERGIES exploitant route de Pauillac sur la commune de Hourtin, une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à la rubrique 3532 sous le régime de l'autorisation, est mise en demeure de respecter sous un délai de 3 mois les prescriptions de l'article 4-11 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :  « L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».
<b>Constats :</b>  L'exploitant a effectivement transmis les résultats des 3 campagnes d'analyses PFAS via l'outil de télédéclaration GIDAF. Les rapports d'analyses respectivement datés du 18/09/2024, 11/10/2024, 27/11/2024 ont également été télétransmis et ne font pas apparaître de dépassement des limites de quantification pour les paramètres analysés.  Ces analyses concernent les digestats liquides épandus dans le milieu naturel, les effluents aqueux récupérés sur site (eaux pluviales ruisselantes sur la plateforme) étant majoritairement recyclés dans le procédé de méthanisation.  L'exploitant indique cependant une problématique relative à la mesure concernant le flux du paramètre AOF sur 24h. Le laboratoire AUREA en charge des analyses indique par mail du 27/02/2025 que les déchets sont trop pâteux pour assurer la fiabilité des analyses. L'inspection propose d'accepter l'argument technique de l'exploitant, <b>ce point est donc conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des capacités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MÉDOC ÉNERGIES qui exploite une installation sur la commune de Hourtin, route de Pauillac, est mise en demeure de respecter les dispositions <b>de son arrêté préfectoral d'autorisation du 05/01/2015 et du Code de l'environnement</b> en réalisant sous 6 mois un porter à connaissance incluant notamment :

- une description de la modification de provenance, de nature et de quantité des déchets admis. Cette dernière inclut le détail des modifications pour les déchets nouvellement admis (non cités dans son arrêté d'autorisation du **05/01/2015**) mais également les déchets ou produits (ensilage et CIVE) déjà autorisés dont les quantités maximales entrantes ou les origines géographiques auraient évolués depuis la situation autorisée au 30/04/2018 ;
- l'impact sur le biogaz produit (quantité, qualité) au regard notamment des registres de production horaire total (injection sur le réseau et cogénération) de biogaz ;
- la vérification du dimensionnement des différents organes de son installation au regard des quantités de biogaz produite ;
- un argumentaire précis, étayé et justifié quant au caractère substantiel ou notable de la modification ;
- la description des modifications concernant la réutilisation des eaux pluviales au sein du process de méthanisation et leur utilisation en épandage en cas de pluie abondante ;
- le cas échéant la compatibilité avec son plan d'épandage en cas d'épandage de ces eaux de pluies.

#### **Constats :**

L'exploitant a effectivement déposé en date du 08/04/2025 un porter à connaissance visant à expliciter les modifications en lien avec la quantité d'intrants du méthaniseur de la société MEDOC ENERGIE comme prescrit dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/09/2024 afin de régulariser sa situation administrative. Les modifications évoquées dans le dossier portent sur :

- L'augmentation du tonnage d'intrant de 59 000 t/an à 89 000t/an ;
- La mise à jour des types d'intrants (suppression et ajout) ;
- La mise à jour des origines géographique des intrants ;
- La suppression de l'activité de compostage de digestat solide ;
- Le passage au cahier des charges DIG en conservant le plan d'épandage en plan d'épandage de secours.

**Le dossier de porter à connaissance permet ainsi de répondre et solder le présent point de contrôle relatif à la mise en demeure du 26/09/2024. La fiche des constats suivante revient néanmoins sur le caractère substantiel des modifications envisagées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Consistance des installations autorisées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 1.2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Capacité autorisée

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

### **Prescription contrôlée :**

L'établissement exploite une installation de méthanisation traitant jusqu'à 59 300 tonnes par an (162,5 t/j) de déchets organiques produisant environ :

- 800 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz valorisé énergétiquement par cogénération (production d'électricité et de chaleur pour le séchage des légumes) ;
- 550 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz réinjecté dans le réseau de gaz après épuration. La production de digestat brut est d'environ 77 000 t/an. 21 000 t/an de digestat solide est composté sur site et 56 000 t/an de digestat liquide soit tourne en circuit fermé (36 600 t/an), soit est épandu (19 400 t/an).

#### **+ APC du 06/11/2019, article 1.2.1 :**

[...] l'établissement exploite une installation de méthanisation traitant jusqu'à 59 300 tonnes par an (162,5 t/j) de déchets organiques produisant environ :

- 800 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz valorisé énergétiquement par cogénération (production d'électricité et de chaleur pour le séchage des légumes) ;
- 550 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz réinjecté dans le réseau de gaz après épuration.

La production de digestat brut est d'environ 77 000 t/an. 21 000 t/an de digestat solide est composté sur site et 56 000 t/an de digestat liquide soit tourne en circuit fermé (36 600 t/an), soit est épandu (19 400 t/an).

#### **+ R. 181-46 du code de l'environnement:**

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

### **Constats :**

Le porter à connaissance du 08/04/2025 évoqué dans la précédente fiche des constats indique que les installations traitent actuellement 244 t/j alors que les quantités initialement autorisées par l'arrêté d'autorisation du 05/01/2015 étaient de 125 t/j. Cette modification représente une augmentation de 119 t/j par rapport à la situation initialement autorisée.

**Extrait du porter à connaissance :**

« Depuis 2024, l'installation a nettement augmenté le tonnage des intrants traités vis-à-vis de son arrêté préfectoral. L'installation traite actuellement 89 000 t/an soit environ 244 t/j contre 59 300 t/an soit 163 t/j. Cela représente environ 50% d'augmentation. L'installation dispose de 2 lignes de méthanisation, une pour la cogénération et une pour l'injection sur le réseau de gaz naturel. La répartition des intrants entre les deux lignes est :

- 42 450 t/an pour l'injection soit 116 t/j,
- 46 641 t/an pour la cogénération soit 128 t/j.

Soit un total de 89 091 t/an. »

Il est rappelé à l'exploitant qu'une comparaison de situation administrative s'apprécie au regard de la situation initialement autorisée et non de celle dernièrement actée, par APC en date du 06/11/2019 dans le cas de MEDOC ENERGIE. De fait, cette augmentation de capacité dépasse largement le seuil de la rubrique IED n°3532 fixé à 100 t/j, rendant l'exploitant **redevable de la remise d'un nouveau dossier d'autorisation environnemental comprenant une évaluation environnementale.**

Par ailleurs il est noté durant la visite la présence de 2 silos de CIVE non couverts. L'un vide et l'autre d'une hauteur de plus de 7 mètres (taille équivalente à celle du hangar à proximité d'une hauteur de 9 mètres environ selon l'exploitant). Cette situation pose problème eu égard à :

- l'écart avec la situation autorisée puisque sauf erreur l'arrêté complémentaire du 06/11/2019 indique "7 silos couverts de 1 000 m<sup>2</sup> / 2 500 m<sup>3</sup> chacun pour le stockage de l'ensilage de maïs, ray gras et colza" ce qui correspond à une hauteur de 2,5 mètres maximale ;
- le risque que ce tas est susceptible de présenter pour les employés en cas d'effondrement.

L'exploitant ayant déjà mis en place les modifications susmentionnées, ce dernier ne respecte pas sa situation administrative autorisée et est mis en demeure de déposer un nouveau dossier d'autorisation incluant une évaluation environnementale afin de régulariser sa situation administrative. Ce dernier inclut notamment une réorganisation du stockage de CIVE qui devra être limité à une hauteur ne présentant pas de risque ni pour l'environnement ni pour le personnel.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant dispose d'un délai de 1 an pour déposer un nouveau dossier d'autorisation environnementale incluant notamment les informations suivantes :**

- la nouvelle capacité demandée en t/an et en t/j ;
- le cas échéant, l'impact sur la production de biogaz et de biométhane horaire et annuelle ( $\text{Nm}^3/\text{h}$  et  $\text{Nm}^3/\text{an}$ ) ;
- les cas échéant, l'impact sur le dimensionnement des organes existants de l'installation (exemple : capacité de la torchère à prendre en charge le débit volumique de gaz) ;
- l'impact sur le trafic, l'origine des déchets et sur la quantité de CIVE supplémentaire employée ;
- la limitation des hauteurs de CIVE stockées ;
- une mise à jour précise de la liste des déchets autorisés (code déchet CED (Catalogue Européen des Déchets), dénomination usuelle, quantité approximative) ;
- la justification de l'absence de nécessité de classement en 4310 (incluant l'ensemble des volumes de stockage et notamment les tuyauteries). Le dimensionnement se fait en cohérence avec la production de biogaz et non de biométhane (cf. fiche des constats suivante) ;
- les modifications sur les rejets (cf. fiche des constats suivantes) ;
- une nouvelle évaluation environnementale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 4 : Liste des déchets autorisés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets admissibles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

La liste des déchets entrants, pour l'installation de méthanisation, est la suivante [...]  
Provenance : [...] Gironde, Lot et Garonne, Grand Sud Ouest (SARL STAM).

Toute admission envisagée par l'exploitant de matière d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées ci-dessus est portée à la connaissance du préfet.

**+ R. 181-46 du code de l'environnement :**

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### Constats :

A la p.25 du PàC (Porter à Connaissance) transmis en date du 08/04/2025, les codes déchets sont insuffisamment détaillés au regard des intrants actuellement utilisés par l'exploitant. Par ailleurs l'exploitant n'avait pas inclus d'éléments de réponse relatifs à l'origine géographique des déchets entrants. La visite d'inspection a été l'occasion d'aborder ce point.

Pour rappel la mise en demeure du 26/09/2024 relevait les non-conformités suivantes :

*"Le registre des déchets entrants sur l'installation pour l'année 2023 montre :*

- la présence de 1 252 tonnes de déchets en provenance de Marseille (13 - CVBE E24 PORT BORDEAUX pour 87 tonnes) et Castres (81 - BIGARD CASTRES pour 1165 tonnes) alors que l'arrêté préfectoral ne prévoit pas un rayon de chalandise aussi important ;"*

Sur ce point l'exploitant indique, concernant CVE à Marseille, avoir saisi l'adresse du siège de la société effectivement située dans le sud de la France. **L'exploitant précisera néanmoins le process dont est issu ce déchet étant donné que cette installation n'était pas en service en 2023.**

Concernant BIGARD CASTRES, l'exploitant a indiqué avoir cessé tout apport en provenance de ce producteur. Il avait été demandé durant la visite de transmettre un justificatif (ex: échange de mail). **A réception de ce dernier ce point pourra être clôturé.**

- la présence de déchets dont la typologie est interdite en tant qu'intrant dans le process de méthanisation. Il s'agit pour l'année 2023 des déchets suivants :

Code déchet	Dénomination usuelle	Quantité (t)
10 01 01	mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)	17
02 01 01	boues provenant du lavage et du nettoyage	13481
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation	6075
02 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	850
02 04 99	déchets non spécifiés ailleurs (déchets de la transformation du sucre )	51
02 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents (déchets provenant de l'industrie des produits laitiers)	184

02 07 05	boues provenant du traitement in situ des effluents (déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao))	210
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines (déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs)	3377
19 09 99		

Concernant les mâchefers de chaudière (10 01 01), il s'agit des cendres produites par l'une des chaudières appartenant à l'exploitant. Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que la rubrique 2781 de la nomenclature des ICPE auxquelles sont soumises les installations de MEDOC ENERGIE vise les installations de traitement par méthanisation **de la fraction organique contenue dans les déchets non dangereux dont l'objet est de produire du méthane** destiné à une valorisation énergétique ou une injection dans le réseau. Les cendres ne répondant pas à ces propriétés n'ont pas à être acceptées au sein de ces installations. L'exploitant met à jour la liste des déchets dans le dossier d'autorisation demandé dans l'une des fiches de constats en excluant ce déchet.

Concernant les boues provenant lavage et du nettoyage (02 01 01) l'exploitant indique qu'il s'agit des matières résiduelles issue du traitement d'eaux utilisées au sein d'un processus de lavage des plumes (PLUME EXPORT). Les matières récupérés dans le bac à graisse de l'installation sont collectées pour envoi en méthanisation.

Concernant les déchets classés 02 03 99 il s'agit de farines d'une usine de fabrication de gâteaux impropres à la consommation humaine (présence de salmonelles) en provenance de LU MONDELEZ.

Les boues en 02 05 et 02 07 proviennent de l'industrie agroalimentaire et des STEP in-situ de cette industrie (exemple: 02 07 05, boues sortie de distillerie - BARDINET).

Les boues classées en 19 08 05 proviennent de la STEP industrielle du groupe VEYNAT réalisant une activité de lavage de citerne transportant des produits agroalimentaires.

Enfin les déchets en 19 09 99 correspondent à de l'acétate de sodium issu de la production de pin maritime par la société SOLVAKEM. L'exploitant indique s'être trompé de code CED, il s'agissant en réalité d'un code 07 01 99 (déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base). L'exploitant indique avoir cessé ce type d'apport.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la non conformité porte sur l'absence d'information de l'administration de l'incorporation d'un type de déchet à priori nouveau (car non listé dans son arrêt préfectoral modifié). Ce qui ne veut pas nécessairement dire que ce type de déchet est interdit dans un processus de méthanisation tant que : d'une part, l'exploitant justifie que la matière est bien un déchet et non une matière première et d'autre part, que l'intrant en question présente un intérêt pour le procédé de méthanisation. Ce qui est le cas pour l'acétate de sodium.

Afin de confirmer l'ensemble des points ci-dessus il est demandé au cours de la visite la transmission des fiches d'acceptation préalables associées aux déchets indiqués ci-dessus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant remet sous 1 mois les éléments suivants :**

- Le process dont sont issus les déchets de CVE ainsi que leur provenance ;
- Un justificatif concernant l'arrêt des apports de la société BIGARD ;
- les fiches d'acceptation préalables pour les déchets listés dans la présente fiche des constats.

Par ailleurs, il cesse sans délai l'apport de cendres de chaudière au sein de son processus de méthanisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Comptage du biogaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les relevés d'injection pour 2023, transmis par courriel du 29/07/2024, indiquent un débit journalier atteignant quasiment 1500 Nm<sup>3</sup>/h pour certains mois. Ce fichier est l'export horaire de livraison d'électricité dans le réseau, reçu mensuellement par MEDOC ENERGIE et regroupe les courbes de charge du gaz injecté établis par Regaz afin d'établir la facturation auprès de gaz de Bordeaux tous les mois.

En amont de l'inspection l'exploitant a transmis par courriel du 19/05/2025 les registres de production de biogaz (amont épuration) ainsi que l'export des courbes de charge du gaz injectés sur le réseaux transmis par Regaz dans le cadre de la facturation mensuelle du biométhane (gaz en aval du système d'épuration et réinjecté au réseau) à GAZ DE BORDEAUX.

Les relevés d'injection pour 2024, indiquent un débit journalier de biogaz atteignant un maximum journalier de 37 940 Nm<sup>3</sup> (60% en entrée d'épuration et 40% en cogénération en moyenne). En entrée d'épuration la moyenne de biogaz produit atteint les 804 Nm<sup>3</sup>/h. La quantité de biométhane est en moyenne égale à 314 Nm<sup>3</sup>/h et au maximum égal à 539 Nm<sup>3</sup>/h. Les volumes de biogaz orientés vers la filière de cogénération sont en moyenne égales à 523 Nm<sup>3</sup>/h et au maximum de 700 Nm<sup>3</sup>/h. Il est noté durant la visite que l'arrêté d'autorisation réglemente uniquement la quantité de biométhane réinjecté et non de biogaz alors que c'est bien cette dernière qui contribue au dimensionnement des organes de l'installation. **Ce point explique la demande de positionnement au regard de la rubrique 4310 de la nomenclature des ICPE (cf. fiches de constats précédentes).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Composition du biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etalonnage des capteurs de mesure de la composition du biogaz

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. [...]

**Constats :**

<p>Lors de la précédente visite les certificats d'étalonnage des équipements de mesure de la teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz demeuraient absents. L'exploitant indique que la société MEDOC ENERGIE contractualise avec VERDE MOBILE, société gérante de la maintenance préventive et curative du méthaniseur. C'est donc cette dernière qui s'occupe de tarage annuel de l'unique chromatographe employé sur site (plusieurs piquages à divers endroits pour un seul outil). La fréquence d'étalonnage est fixée tous les 3 ans. En interne une vérification de l'absence de dérive de cet outil de mesure est réalisé par comparaison. <b>L'exploitant transmet le dernier certificat d'étalonnage en date.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet sous 1 mois les certificats d'étalonnage des équipements de mesure de la teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz. Ce point pourra faire l'objet d'une mise en demeure en cas d'absence de retour dans les délais impartis.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Condition de stockage des CIVE et limitation des nuisances**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Reprise d'ouvrages en béton</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Limitation des nuisances</b> [...]</p> <p><b>2.</b> Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite il a été observé la présence de jus stagnants devant les silos de stockage des CIVE ainsi que la détérioration d'un mur de délimitation entre deux silos.</p> <p>L'exploitant explique une malfaçon dans les matériaux constituant la dalle et les murs béton des silos lors de la construction de l'installation. L'entreprise ayant réalisé ces ouvrages devrait procéder aux travaux de réfection durant l'été dans le cadre de la garantie décennale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant fournit sous 4 mois les justificatifs de réalisation des travaux de reprise de la dalle en béton et de reconstruction du mur de délimitation écroulé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 4 mois

**N° 8 : Surveillance du procédé de méthanisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Débordement du digestat

**Prescription contrôlée :**

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. [...] L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

« Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :

« - garantir le fonctionnement stable du digesteur ;

« - réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;

« - prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.

« Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

[...]

« - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

[...]

**Constats :**

L'exploitant est interrogé sur sa gestion du risque de débordement d'une des cuves contenant du digestat ainsi que sur la récurrence de survenue d'un tel événement.

Ce dernier indique un unique dépassement du point haut de la cuve (déclenchement de l'alerte asservie au capteur tout ou rien situé en haut de cuve). Néanmoins une intervention rapide avec utilisation de produit anti-mousse aurait permis d'éviter un tel débordement. Le personnel d'astreinte aurait en effet contacté le directeur de l'installation qui serait intervenu en direct.

Il est indiqué à l'exploitant la nécessité de mettre en place une procédure dédiée afin que le personnel d'astreinte puisse intervenir en direct afin que ce type d'opération ne dépende pas d'une unique personne ressource.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant dispose de quatre mois pour produire une procédure d'intervention indiquant au personnel d'astreinte la marche à suivre en cas d'atteinte du niveau haut de l'une des cuves de digesteur ou post-digesteur. Il en assure la bonne diffusion au sein de ses équipes.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 9 : Eaux pluviales**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Rejet n°1 :</u></b></p> <p>[...] Le flux maximal journalier est calculé à partir du débit de fuite maximale des eaux pluviales vers le milieu naturel qui est de 12 l/s soit 43 m<sup>3</sup>/h. Le bassin d'orage est équipé d'un système de by-pass utilisé dans le cas des pluies décennales avec un débit de fuite égale à 98 l/s. L'utilisation de ce by-pass est consignée dans un registre.</p> <p>La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 30 000 m<sup>2</sup>.</p> <p><b><u>+ Article 4.3.5 -Localisation des points de rejet :</u></b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bassin d'orage avec aération, débourbeurs / déshuileurs (2 à l'intérieur du site et 1 en sortie de bassin d'orage), filtre à sable, drainage avec phyto-épuration</li> <li>- Fossé de drainage du système de gestion des eaux au sein de l'exploitation agricole, puis zones humides créées à l'Ouest de l'exploitation</li> </ul> <p><b><u>+ Article 9.2.2.1 - Fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Paramètres :</b> DBO5, DCO, MES, Azote globale, Phosphore total, HCT</li> <li>• <b><u>Suivi :</u></b> ponctuel <u>sur 24 heures</u></li> <li>• <b><u>Fréquence :</u></b> semestrielle</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux sales (eaux de lavage et les jus de stockage) sont collectées et envoyées vers le procédé de méthanisation, via la cuve à lisier. Les eaux pluviales du site (voirie) sont collectées en permanence. Elles passent par un débourbeur déshuileur et sont collectées dans le bassin orage</p>

de 1 200 m<sup>3</sup> qui est toujours fermé et sont pompées en continue vers la cuve à lisier avant réinjection dans le procédé de méthanisation. Outre le process de méthanisation qui est le circuit normal des eaux pluviales, ces dernières disposent, en cas de bypass, de trois exutoires :

- un retour des eaux dans la lagune de digestat ensuite épandue : sur ce point l'exploitant indique à l'inspection son souhait de ne plus passer par un plan d'épandage mais de respecter un cahier des charges (CDC) DIG . **L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce CDC introduit l'obligation pour le producteur de digestats de déclarer l'utilisation de ce cahier des charges auprès du Service Régional de l'Alimentation. L'exploitant adresse copie à l'inspection de cette demande qui doit par ailleurs inclure le suivi des volumes d'eau annuels incorporés.** Ce point est non conforme et susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure en cas d'absence de retour ;
- un épandage par pivot : l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'en tant qu'ICPE les effluents du méthaniseur de MEDOC ENERGIE devaient obligatoirement faire l'objet d'un suivi de certains paramètres lors du rejet. **Il s'agit soit d'un suivi à l'occasion d'un plan d'épandage à condition que ce rejet ait été inclut à ce document, soit d'un suivi analytique des paramètres selon les modalités prévus par l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/01/2015.** L'exploitant indique sa volonté d'inclure ces eaux dans les matières épandues et répondant au cahier des charges DIG. Dans l'attente d'un retour formel ce point reste non conforme ;
- de manière fortuite, en cas d'évènement pluvial de forte intensité (décennale) : les eaux pluviales sont envoyées vers le bassin d'orage de 1 200 m<sup>3</sup> qui est vidé. L'exploitant indique lors de la visite sur site que les premières eaux (trente premiers millimètres) sont réinjectés dans le processus de méthanisation avant débordement du bassin d'orage. Les matières en suspension et jus lixiviés ne sont ainsi pas rejetés au milieu.

**Point non abordé en inspection :**

- Concernant le mélange des eaux avec le digestat, afin d'assurer la sûreté d'un point de vu environnemental et sanitaire (modification du pH des digestats, contamination des digestats par les eaux pluviales en polluant, surcharge en azote, etc.), il convient de détailler le traitement préalable mis en place afin d'éliminer les polluants et matières en suspension. Par ailleurs l'exploitant ne peut s'affranchir d'un suivi de la qualité de ces eaux conformément à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/01/2015 permettant notamment d'assurer une compatibilité avec le digestat épandu. Ces résultats sont à déclarer sur l'outil GIDAF.
- L'exploitant avait signalé à l'inspection l'arrêt de l'activité de compostage dans son porter à connaissance de mois d'avril. Ce point interroge quant aux quantités épandues qui pour rappel ont été cadrées de la manière suivante dans l'arrêté du 06/11/2019 (article 1.2.3) : "La production de digestat brut est d'environ 77 000 t/an. 21 000 t/an de digestat solide est composté sur site et 56 000 t/an de digestat liquide soit tourne en circuit fermé (36 600 t/an), soit est épandu (19 400 t/an)". L'exploitant veillera à mettre à jour le bilan quantitatif des matières épandues au regard de l'arrêt de l'activité de compostage initialement envisagée et de l'apport d'eau de process dans le digestat.

L'ensemble des modifications en lien avec ce point est rigoureusement détaillé dans le dossier d'autorisation environnementale demandé dans l'une des fiches de constats précédentes. Il s'agit d'une non conformité au regard des articles 4.3.5 et 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié le 06/11/2019.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise ses analyses d'eau et les déclare sur GIDAF semestriellement pour l'année 2025 lorsque ces dernières sont épanchées (via pivots ou en cas d'incorporation dans les digestats) ;

L'exploitant intègre l'ensemble de ces éléments dans son dossier de demande d'autorisation :

- le dossier de déclaration d'utilisation du cahier des charges DIG à titre d'information ;
- une description exhaustive de la nouvelle gestion de l'eau envisagée.

Pour information le dossier de déclaration d'utilisation du cahier des charges DIG doit être composé des pièces suivantes :

- le formulaire CERFA n° 16151\*01 dûment complété ;
- une copie du plan d'approvisionnement ;
- une copie des résultats d'analyses des critères d'innocuité et des paramètres agronomiques ;
- en cas d'utilisation d'additifs de digestion, la liste des produits utilisés avec les volumes annuels associés. Le dossier de déclaration doit être transmis par courriel ou par courrier au Service Régional de l'Alimentation (SRAL) au sein de la direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 :** Curage du bassin d'orage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/11/2019, article 4.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Localisation des points de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes : [...]

- Bassin d'orage avec aération, débourbeurs / déshuileurs (2 à l'intérieur du site et 1 en sortie de bassin d'orage), filtre à sable, drainage avec phytoépuration ;
- Fossé de drainage du système de gestion des eaux au sein de l'exploitation agricole, puis zones humides créées à l'Ouest de exploitation.

**Constats :**

Le jour de l'inspection une inspection visuelle du bassin d'orage est réalisée. L'exploitant a en effet indiqué la fermeture de ce dernier et l'absence de rejet en sortie de ce dernier ; il est d'ailleurs observé que le tuyau de sortie est obturé.

Des matières issues de la décantation des jus sont présentes en fond de bassin, laissant visible une couche importante de boue. Il est demandé à l'exploitant de curer son bassin à une fréquence régulière afin d'éviter le relargage des matières lors d'événements pluvieux de forte intensité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage sur une fréquence de réalisation des opérations de curage de son bassin et précise le devenir de ces boues sous 2 mois.

Il procède au curage du bassin sous 4 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois